

Zeitschrift: Ethnologica Helvetica
Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft
Band: 10 (1985)

Artikel: Modernisation agricole et changement socio-économique à Java :
Kutagandok, un village de la grande plaine rizicole de Karawag
Autor: Maurer, Jean-Luc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007671>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Modernisation agricole et changement socio-économique à Java

Kutagandok, un village de la grande plaine rizicole de Karawang

C'est seulement à partir du milieu des années soixante que l'Indonésie commença à s'engager dans la voie d'une véritable politique de modernisation agricole¹. D'emblée, il fut évident que cette dernière visait avant tout à améliorer la situation alimentaire d'un pays dont le déficit rizicole s'était aggravé dans des proportions alarmantes depuis l'indépendance². L'autosuffisance en riz constitua du reste bientôt l'objectif central du premier plan quinquennal de développement (*REPELITA I*). Cela impliquait que la production nationale augmente de 50 % et passe de 10 à 15 millions de tonnes de riz entre 1969 et 1974³. Afin d'y parvenir, le gouvernement lança un programme d'intensification rizicole qui allait rapidement devenir célèbre sous le nom de *BIMAS*⁴. De facture très classique, il avait pour but de favoriser l'adoption d'un "paquet" de nouveaux facteurs techniques de production – variétés à hauts rendements, engrais chimiques et pesticides – par le biais d'un système de crédit agricole adéquat. Le recours à une technologie de ce type étant subordonné à l'existence préalable d'une bonne maîtrise hydraulique ainsi qu'à celle d'une main-d'œuvre agricole nombreuse et qualifiée, le programme en question s'attaqua en priorité aux zones rizicoles traditionnelles les mieux irriguées et les plus densément peuplées de l'archipel. Or, comme près de deux-tiers de la population et de la superficie des champs humides du pays étaient alors concentrés sur Java, les commu-

1 Pour plus de détails sur l'histoire récente de la modernisation agricole en Indonésie, voir Franke (1972 : 19–53), Hansen (1973 : 1–135), Maurer (1983 : 21–38) et Palmer (1977 : 21–41).

2 Entre 1960 et 1965, l'Indonésie devint le plus gros importateur mondial de riz avec plus de 1 million de tonnes par an.

3 *REPELITA* est l'acronyme de *REncana PEmbangunan LIma TAHUN* qui signifie Plan Quinquennal de Développement.

4 *BIMAS* est l'acronyme de *BImbingan MASsal* qui signifie Encadrement Massif.

nautés villageoises de cette île furent parmi les premières à être touchées par cette “révolution verte” à l’indonésienne⁵.

Le principal pôle de concentration initiale du programme *BIMAS* se trouve dans la grande alluviale de Java Ouest, qui s’étend de Serang à Cirebon et constitue l’une des régions naturelles de l’île les plus propices à la riziculture intensive. Il s’agit de Karawang, district rural portant le même nom que la petite ville tranquille lui servant de chef-lieu située à une cinquantaine de kilomètres à l’est de Jakarta⁶. Avant déjà été au centre des premières expériences limitées d’intensification rizicole menées en 1963/64 par les étudiants de l’IPB⁷, ce district constituait une base d’autant plus idéale pour lancer un semblable programme d’envergure nationale qu’il était intégralement englobé dans le périmètre d’irrigation du grand barrage de Jatiluhur construit près de Purwakarta avec l’assistance technico-financière de la France et inauguré en 1967⁸. Ainsi, lorsque le gouvernement indonésien – après avoir tenté sans succès différentes autres formules – décida en 1968 de confier la réalisation du programme *BIMAS* à un consortium de multinationales de l’agro-chimie dominé par la firme Ciba-Geigy de Bâle, la région de Karawang fut fort logiquement sélectionnée comme principal point focal de l’expérience⁹.

Les effets de la “révolution verte” – terme un peu outrancier désignant le vaste phénomène de modernisation agricole qui affecte parfois depuis plus de quarante ans certaines campagnes du Tiers-Monde – commencent à être connus des chercheurs en sciences sociales travaillant sur les problèmes de développement rural asiatique. Toutefois, la majeure partie des recherches effectuées en Asie portent sur les pays du sous-continent indien ou d’extrême-orient, alors que ceux du sud-est asiatique – en particulier l’Indonésie – demeurent encore relativement sous-étudiés. Cet article doit être considéré comme une modeste contribution au vaste travail restant à faire dans ce domaine. Il se propose d’examiner certains des principaux aspects du processus de changement économique et social accéléré qui a résulté de l’application d’une vigoureuse stratégie de modernisation agricole aux campagnes javanaises. Pour ce faire, il part de l’hypothèse que l’introduction de tout innovation technologique dans l’agriculture, si elle peut à terme déclencher

5 L’île de Java, qui avec moins de 135 000 km² représente à peine 7 % du territoire national, abritait 76 des 119 millions d’Indonésiens recensés en 1971. Selon le recensement agricole de 1963, 2,53 des 4 millions et quelques hectares de champ humides du pays étaient situés à Java. Pour plus de détails voir Maurer (1983 : 24–25).

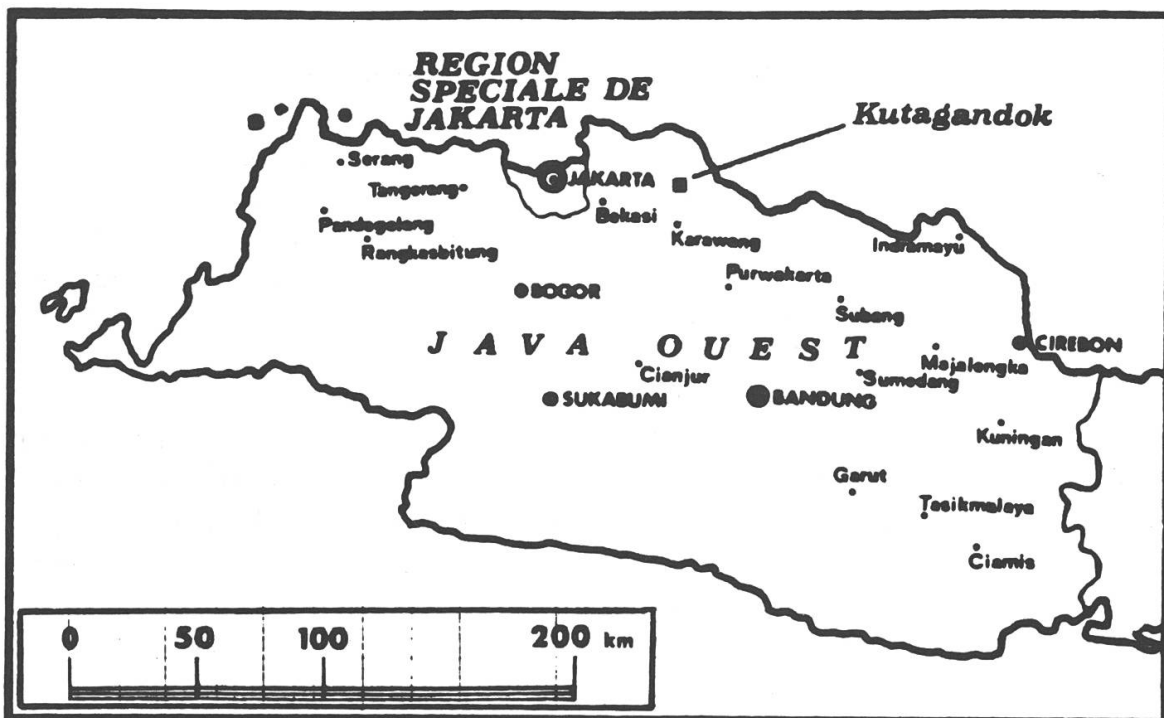
6 Voir *infra*, carte de Java Ouest.

7 *Institut Pertanian Bogor* ou Institut Agricole de Bogor. Pour de plus amples informations, voir les quatre auteurs cités à la note 1.

8 Voir Maurer (1983 : 461–462).

9 Pour plus de détails se reporter aux quatre auteurs cités à la note 1.

une certaine dynamique de développement économique en milieu rural, contribue toujours dans un premier temps à renforcer la différenciation sociale au sein des communautés villageoises. Le choix de Karawang, un des tout premiers districts de Java à avoir été touché par le programme *BIMAS*, offrait dès lors un avantage décisif pour vérifier cette hypothèse dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, le fait que l'on avait à faire à une région de colonisation agraire relativement récente, presque entièrement axée sur la monoculture rizicole et se singularisant surtout par un phénomène de très forte concentration de la propriété sans égal dans tout le reste de l'île renforçait l'intérêt d'un tel choix¹⁰.



Carte 1: Localisation du village de Kutagandok à Java Ouest

Vu la grande diversité des situations locales caractérisant le monde rural javanais, il s'avérait cependant encore nécessaire d'adopter une échelle d'observation appropriée. Le niveau de la sphère villageoise s'imposait presque de lui-même. Après avoir soigneusement étudié les choses au niveau du district (*kabupaten*), notre choix se porta sur le village (*kelurahan*) de Kutagandok. Ce dernier, situé à environ 20 km au nord de Karawang, forme

10 Concernant la colonisation agraire tardive de cette région, consulter le remarquable article de Graeme Hugo, "Population movements in Indonesia during the colonial period" in J.J. Fox, R.G. Garnaut, P.T. Mc Cawley, J.A.C. Mackie (Ed), *Indonesia : Australian Perspectives*, Canberra, A.N.U., Research School of Pacific Studies, 1980, pp. 95-135.

– avec plusieurs autres – le sous-district (*kecamatan*) de Rengasdengklok dont le chef-lieu, minuscule bourgade somnolente au même toponyme complexe, n'aurait vraiment rien de très remarquable en soi si l'histoire, par un de ces hasards dont elle a le secret, n'avait choisi de s'y arrêter un beau jour du mois d'août 1945, lors de l'un des épisodes les plus rocambolesques de la longue lutte d'indépendance indonésienne, pourtant fertile en événements de ce genre¹¹. Laissons derrière nous ce qui constitue probablement le moins visité des innombrables sites historiques dont regorge Java pour nous pencher sur le village sélectionné.

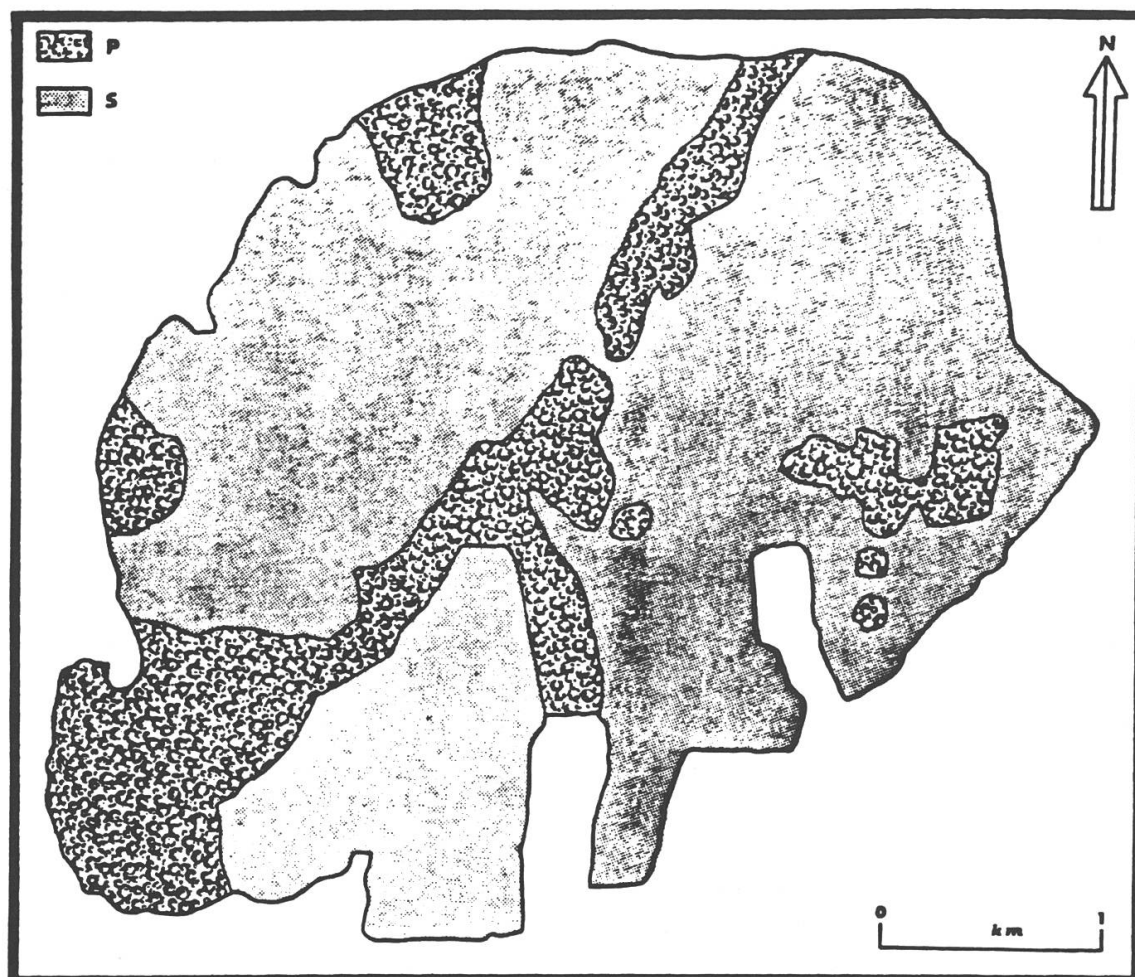
La terre, l'eau, l'homme et la propriété

Fin 1973, quand cette recherche a été entamée à Kutagandok, le village était divisé en six hameaux (*kampung*). Les conditions naturelles de développement agricole y étaient partout très bonnes, voire même idéales : une plaine alluviale plate comme la main, d'une fertilité moyenne excellente, avec pour seule véritable contrainte la maîtrise de l'eau. Sous ce rapport, le village de Kutagandok était particulièrement bien loti grâce au barrage de Jatiluhur et au fait que la grande vivière Citarum – qui traverse le vaste réservoir artificiel ainsi créé – passe à deux pas de Rengasdengklok après avoir soigneusement contourné Karawang. Cela se traduisait par un bilan plus que positif, puisque les jardins (*pekarangan*) n'occupaient que 313 des 1 972 ha de terre que couvrait le village, contre 1 634 ha – soit près de 83 % – pour les champs humides (*sawah*)¹². De plus, ces derniers, intégralement irrigués en permanence, portaient au minimum une double récolte annuelle de paddy dont les rendements moyens variaient alors déjà entre 5 et 6 tonnes à l'hectare. En ce qui concerne les voies de communication, aucune difficulté majeure non plus : Kutagandok était traversé par la route secondaire asphaltée qui mène de Karawang aux mares piscicoles de la région côtière, en passant par Rengasdengklok, et ses hameaux étaient tous desservis par un réseau de chemin en caillasse praticables en tout temps. Compte tenu de tout cela, on peut considérer que le village n'était pas terriblement surpeuplé par rapport aux normes javanaises puisque l'on n'y comptait que 17 020 habitants fin

11 Il s'agit de l'enlèvement de Sukarno et Hatta, le 16 août, par un groupe de jeunes nationalistes auquel appartenait le futur Vice-Président Adam Malik. Pour plus de détails, voir Maurer (1983 : 461).

12 A titre de comparaison, signalons par exemple qu'à Tirtonirmolo, village des environs de Yogyakarta où nous avons précédemment travaillé et qui bénéficiait de conditions naturelles aussi bonnes que celles de Kutagandok, le *sawah* n'occupait que 51,6 % de la superficie, contre 37,5 % au *pekarangan*. Voir Maurer (1983 : 110).

1972, soit une densité de 863 au kilomètre carré¹³. Par contre, le taux de croissance démographique était, quant à lui, plutôt élevé, vu que la population n'était que de 16 614 personnes en 1971, ce qui représente une augmentation de 2,44 % en l'espace d'une année.



Carte 2: *Pekarangan* (P) et *Sawah* (S) à Kutagandok

Les quelques dix sept mille âmes de Kutagandok se répartissaient alors très exactement en 3 525 familles, dont seules 926 – soit 26,3 % – avaient accès à la propriété foncière. Les 2 599 autres en étant totalement privées, le pourcentage des sans-terre dépassait donc de loin – avec 73,7 % – ce que nous

13 Toujours à titre de comparaison, Tirtonirmolo le plus densément peuplé des quatre villages de la région de Yogyakarta étudié au préalable, atteignait le chiffre presque incroyable de 2 580 hab/km² ! Maurer (1983 : 111-114).

avons jusque-là vu de pire en la matière dans tout le reste de l'île¹⁴. Par ailleurs, 818 des 926 propriétaires fonciers du village – soit plus de 88 % d'entre-eux – disposaient d'un *sawah*. Or, la rizière humide constitue de loin la catégorie de terre la plus productive et rentable à Java, surtout dans un contexte agro-hydraulique aussi favorable. Un tel pourcentage d'accès au *sawah* est donc tout à fait exceptionnel. Cela est bien sûr dû au fait que le rapport entre les surfaces disponibles de *sawah* et de *pekarangan* était beaucoup plus favorable à Kutagandok que dans la majorité des autres villages javanais. Ce phénomène particulier a toutefois lui-même un certain nombre de causes et de conséquences qu'il convient de souligner succinctement. En ce qui concerne les premières, on peut noter qu'il résulte d'une combinaison positive entre d'excellentes conditions naturelles et une pression démographique tolérable, situation idéale favorisant l'aménagement de vastes étendues homogènes de rizières hautement productives. Pour ce qui est des secondes, on est bien sûr amené à constater que les jardins semblent être restés relativement marginaux dans tout le processus de mise en valeur agricole de la région et sont encore loin de jouer le rôle économique déterminant qui est le leur dans les villages du centre-sud de l'île.

Afin d'aller plus avant dans l'analyse des structures foncières de Kutagandok, il convenait à la fois de déterminer un seuil foncier permettant de différencier la paysannerie autosuffisante de la paysannerie marginale et de choisir un taux de conversion tenant compte du fait que le *sawah* et le *pekarangan* n'avaient pas le même niveau de productivité. Après de savants calculs sur lesquels nous ne pouvons guère nous étendre ici, nous fixâmes à 0,5 ha de *sawah* le seuil de propriété foncière au-dessous duquel une famille paysanne de cinq personnes avait du mal à couvrir l'ensemble de ses besoins essentiels et – exprimée en hectare – à $(0,5S = 1,0P)$ l'équation de conversion du *pekarangan* en *sawah*, la rizière humide présentant donc une productivité double de celle des jardins¹⁵. En fait, nous affinâmes même un peu le modèle en distinguant quatre catégories de propriétaires fonciers, la petite paysannerie sub-marginale avec moins de 0,25 ha de terre, la paysannerie marginale possédant entre 0,25 et 0,50 ha, la paysannerie moyenne autosuffisante ayant de 0,50 à 1 ha et la paysannerie aisée ou riche contrôlant plus d'un hectare de *sawah* ou son équivalent en *pekarangan*. Ne serait-ce qu'en considérant le degré extrême de concentration d'une aussi vaste superficie de

14 Jusque-là, c'est à Timbulhardjo, autre village des environs de Yogyakarta que nous avons trouvé le plus haut pourcentage de familles sans-terre avec 62,1 %. Maurer (1983 : 269–273).

15 Pour obtenir plus de détails sur les difficultés méthodologiques liées au calcul de ce seuil foncier et de l'équation de conversion qui y est liée, tous deux pouvant bien évidemment varier d'un village à l'autre en fonction du niveau de productivité des différentes catégories de terre, se reporter à Maurer (1983 : 116–119, 138–139, 328–329, 354).

terres agricoles dans le mains d'un aussi petit nombre de familles, il était évident que la catégorie des paysans riches devait être plus qu'étoffée à Kutagandok. Le Tableau 1 confirme pleinement le bien-fondé de cette supposition. A vrai dire, la polarisation sociale du village pouvait difficilement être plus accentuée puisque le bilan se résumait de la manière suivante : 73,7% des familles n'avaient pas de terre du tout, 58,6% de celles qui en possédaient se trouvaient au-dessus du seuil de 0,5 ha et en contrôlaient plus des trois-quarts alors que les 41,3% qui étaient au-dessous se partageaient le quart restant.

<i>Tableau 1</i>		Distribution des familles propriétaires par seuils et catégories foncières en 1973 à Kutagandok. (entre parenthèses : pourcentages)	
Familles			
Seuils Catégories	Accès au <i>sawah</i>	Accès au <i>pekarangan</i>	Accès à la propriété foncière (0,5S = 1,0P)
– de 0,25 ha	143 (17,5)	485 (87,5)	241 (26,0)
0,25 à 0,50 ha	154 (18,8)	58 (10,5)	142 (15,3)
0,50 à 1,00 ha	153 (18,7)	8 (1,5)	166 (17,9)
+ de 1,00 ha	368 (45,0)	3 (0,5)	377 (40,7)
Total	818 (100,0)	554 (100,0)	926 (100,0)

La paysannerie riche située au-dessus du seuil en question constituant de loin la catégorie sociale la plus importante de notre village, un découpage plus poussé par tranches de un hectare jusqu'au niveau maximum de propriété autorisé – toujours fixé à 5 ha de *sawah* dans une telle région selon les termes de la Loi Agraire de 1960 – se justifiait amplement¹⁶. En consultant et compilant les données dûment répertoriées dans les registres officiels de Kutagandok, nous découvrîmes ainsi que parmi les 368 propriétaires de *sawah* possédant plus de un hectare, 94 avaient entre 1 et 2 ha, 140 entre 2 et 3

16 A propos de la Loi Agraire de 1960 voir Huizer (1972 : 31–38), Maurer (1983 : 28–33), Utrecht (1969 : 71–75) et Utrecht (1973 : 150–156).

ha, 75 entre 3 et 4 et enfin 59 entre 4 et 5 ha. En fixant à 3 ha le seuil qui séparait les riches des très riches, on découvrait que le nombre de ces derniers était loin d'être insignifiant puisqu'il représentait plus de 16 % des propriétaires de *sawah* du village. Par contre, apparemment, personne ne dépassait le maximum légal. C'est, en tous cas, ce que l'on nous dit au bureau de village en exhibant complaisamment les registres officiels adéquats dans lesquels il n'y a effectivement aucune trace de tels abus. Or, c'est principalement parce que nous savions, au préalable, que les grands propriétaires fonciers contrôlant plusieurs dizaines d'hectares de *sawah* n'étaient pas plus rares à Kutagandok qu'ils ne le sont dans de nombreux autres villages de la grande plaine de Jakarta, que nous avons décidé de venir nous y installer pour un mois. De fait, nous eûmes assez rapidement confirmation de leur existence.

Le premier indice qui nous mit sur la piste fut de relever le nombre, anormalement élevé, de propriétaires fonciers inscrits au cadastre villageois dans la catégorie des cinq hectares de *sawah* moins quelques mètres carrés. En relevant les noms et en nous renseignant sur leur compte¹⁷, nous comprîmes que beaucoup faisaient partie de la même famille et que le "truc" le plus simple avait consisté, pour un grand propriétaire menacé par la réforme agraire, à partager fictivement son domaine de son vivant, en inscrivant des parcelles inférieures à la limite légale au nom de chacun de ses proches, femme(s), enfants, frères ou cousins¹⁸. Ce subtil stratagème nous fut d'ailleurs par la suite décrit avec force détails par plusieurs amis villageois en ayant été les témoins et même par certains intéressés en personne qui, vu la situation politique "stable" des années 70, se sentaient probablement assez sûrs de leur bon droit pour fournir oralement et sans gêne aucune l'étendue réelle de leur domaine¹⁹.

17 A Java, la seule consultation d'une liste de noms ne fournit strictement aucune indication sur les liens de parenté éventuels existant entre les gens qui les portent vu qu'il n'y a pas de noms de famille. Il est d'autant plus difficile de s'y retrouver que nombreux sont ceux qui changent plusieurs fois de nom au cours de leur vie. Il faut donc perpétuellement s'enquérir de qui est le fils, le frère ou le cousin de qui, travail fastidieux et complexe s'il en est.

18 Ce phénomène de partage fictif des grands domaines fonciers sous forme de donation du vivant de son propriétaire à ses héritiers a été particulièrement fréquent à partir de 1963, quand le Parti communiste indonésien lassé de voir la Loi Agraire de 1960 rester lettre morte, a lancé son mot d'ordre d'action unilatérale (*aksi sepihak*) et de saisie des terres par la force.

19 Après la prise du pouvoir par l'armée en 1965, de nombreuses parcelles de terre saisies lors des actions unilatérales du *PKI* dans les campagnes javanaises furent retournées à leurs propriétaires initiaux. Il semble cependant que ce phénomène n'ait pas été très répandu à Kutagandok, les saisies ayant été elles-mêmes très limitées, voire inexistantes. Une fois l'alerte passée, la plupart des grands propriétaires du village, échaudés, ont malgré tout préféré rester dans l'anonymat en ne faisant pas ré-enregistrer leurs terres sous leur nom propre par mesure de prudence.

Le seul problème provenait du fait que quelques “confessions” glanées ici et là ne permettaient certes pas de se faire une idée précise sur l’étendue d’un tel phénomène à l’échelle d’un village de plus de dix sept mille habitants. Comprenant qu’une enquête dans ce domaine précis nécessiterait à elle seule plus de temps que nous n’en avons pour l’étude de la situation globale de tout le village, nous décidâmes de concentrer notre attention sur Krajan B, le plus important des six hameaux de Kutagandok, où le degré de polarisation sociale par rapport au facteur terre était le plus accentué et où nous avons accès à l’information la plus complète vu que nous y vivions et y bénéficions donc de rapports de confiance plus profonds qu’ailleurs. Le Tableau 2 montre clairement que le phénomène de la grande propriété était loin d’être négligeable à Kutagandok, puisque pas moins de 37 des 202 possesseurs de *sawah* de Krajan B – soit un peu plus de 18 % d’entre-eux – se situaient au-dessus du maximum légal tel qu’il a été fixé par la Loi Agraire de 1960 et contrôlaient près de 470 ha – soit plus des 2/3 du total disponible dans le hameau. A lui seul, le plus riche du quatuor se trouvant dans la catégorie des 20 ha et plus disposait de 47,7 ha²⁰.

Tableau 2		Distribution des propriétaires de <i>sawah</i> et surfaces contrôlées par catégories foncières à Krajan B en 1973.		
Catégories foncières	Propriétaires	Surfaces		
	Nbr	%	Ha	%
– de 0,25 ha	14	6,9	2,16	0,3
0,25 à 0,50 ha	27	13,4	8,08	1,1
0,50 à 1,00 ha	40	19,8	25,65	3,6
1,00 à 3,00 ha	59	29,2	99,54	14,1
3,00 à 5,00 ha	25	12,4	101,12	14,3
5,00 à 10,00 ha	15	7,4	98,21	13,9
10,00 à 20,00 ha	18	8,9	241,02	34,1
+ de 20,00 ha	4	2,0	130,67	18,5
Total	202	100,0	706,45	100,0

20 En fait, il s’agissait seulement là du *sawah* qu’il possédait dans le hameau même de Krajan B. A côté de cela il déclarait disposer de 7,3 ha supplémentaires dans d’autres hameaux du village, soit en tout 55 ha. Si l’on en croit certains autres informateurs, l’étendue de ses propriétés se serait plutôt située entre 80 et 100 ha de *sawah*, une bonne partie étant localisée dans d’autres villages que Kutagandok.

Par rapport aux villages de la région de Yogyakarta – où nous avons précédemment travaillé pendant près d’une année d’affilée – dont les structures agraires sont aux antipodes de celles-ci et où le paysan le plus riche possède, à tout rompre, 2 à 3 ha de *sawah*, il y avait évidemment de quoi être surpris. Après avoir vérifié plusieurs fois les calculs, force fut pourtant bien de conclure que c’était là deux mondes ruraux différents qui coexistaient côte à côte sur la même île exiguë et surpeuplée. Le problème de la réforme agraire ne se pose évidemment pas du tout de la même manière dans chacun des deux contextes car, même si en abaissant de manière théorique le seuil d’expropriation à 1 ha par famille on ne pourrait guère arriver à dégager un surplus substantiel de terres redistribuables dans aucun des villages de Java Central, il suffirait en revanche à Kutagandok de simplement appliquer les termes très larges de la Loi Agraire de 1960 pour récupérer d’assez vastes superficies. Ainsi, rien qu’à Krajan B par exemple, on pourrait, en expropriant au-dessus de 5 ha de *sawah*, dégager environ 280 ha de surplus redistribuable, soit plus de 5 000 m² pour chacune des quelques 500 familles du hameau qui n’y avaient pas encore accès en 1973. Le jeu en vaudrait indiscutablement la chandelle, aussi bien sur le plan social qu’économique, mais la réforme agraire est, politiquement parlant, si peu à l’ordre du jour dans l’Indonésie de Suharto, que les grands propriétaires fonciers de la plaine de Jakarta peuvent continuer à dormir sur leurs deux oreilles, ce qu’ils font d’ailleurs sans vergogne aucune²¹. Dans de telles conditions, on se doute bien que les questions d’emploi et de production ne se posaient pas non plus de la même manière que dans le milieu rural micro-parcellaire auquel nous avons été habitués auparavant.

Emplois et revenus : la riziculture au centre du modèle

A Kutagandok, c’est la déesse du riz Dewi Sri qui dicte de manière despotique le rythme et le style de vie de l’ensemble de la communauté villageoise. C’est en particulier le cas pour ce qui est des stratégies locales de survie. Du plus prospère des grands propriétaires au plus misérable des ouvriers agricoles, en passant par le fonctionnaire villageois, l’éleveur de canards ou le commerçant en grains, quasiment tous les hommes vivent en effet par et pour elle et dépendent directement de cet employeur monopolistique.

21 Certains d’entre eux se faisaient tellement peu de tracas qu’ils vivaient loin de leurs rizières, à Jakarta, dans de luxueuses villas citadines. Ce phénomène d’absentéisme, qui est bien évidemment plus que tout expressément interdit par la Loi Agraire de 1960, restait toutefois plutôt l’exception que la règle chez les riches propriétaires de la région.

Examinons pour commencer le cas des élus locaux, en notant d'emblée qu'ils étaient loin d'occuper une position dominante aussi privilégiée que leurs collègues de la plupart des villages du Kejawèn²². Ils étaient tout d'abord beaucoup moins nombreux, puisque fin 1973, on ne comptait que 14 fonctionnaires villageois bénéficiant d'un apanage foncier communal à Kutagandok²³, deux fois moins qu'à Tirtonirmolo, village des environs de Yogyakarta précédemment étudié pourtant quatre fois plus exigü et nettement moins peuplé en termes absolus²⁴. Economiquement parlant, ils étaient par ailleurs beaucoup moins puissant car, relativement au contexte agraire qui caractérisait le village et la région, la taille de ces apanages ne présentait vraiment rien de particulièrement alléchant. C'est ainsi que le chef du village (*lurah*), de loin le mieux loti des élus locaux de Kutagandok, ne disposait "que" de 5 ha de *sawah*. Or, sans être totalement négligeable, cela ne faisait pas de lui, loin s'en faut, le plus riche paysan du coin comme c'était le cas, à superficie équivalente, pour son collègue de n'importe quel village de Java Central. On comprend donc l'attrait fort mitigé que pouvait exercer ce type de fonction publique sur les grands propriétaires fonciers du village. Ils préféraient par conséquent plutôt soutenir des poulains choisis au sein de leur famille ou clientèle respective et continuer à vaquer à leurs activités agrocommerciales privées, nettement plus lucratives, que de se propulser eux-mêmes sur l'avant-scène pour participer à des compétitions électorales dans lesquelles ils n'avaient rien à gagner²⁵. Le fait que chacun des élus locaux de Kutagandok ait de surcroît touché, à titre personnel, une partie de la taxe communale de routine qui est perçue annuellement en nature sur chaque hectare de *sawah* et qui est destinée à couvrir certaines dépenses publiques du village et à dédommager les quelques 43 autres fonctionnaires subalternes divers rendant des services à la communauté, mais dépourvus d'apanage²⁶, ne

22 Le Kejawèn, ou "Java à proprement parler", est la partie relativement enclavée du centre méridional de l'île considérée comme le coeur de la civilisation hydro-agricole des formations étatiques pré-coloniales hindo-javanaises. Pour une définition géographique plus précise du Kejawèn voir Geertz (1963 : 38-46), Kano (1980 : 5-6) et Maurer (1983 : 51-53).

23 Le problème des terres communales dites *bengkok* ou *lungguh* constituant le mode de rémunération des élus villageois pendant leur mandat est trop compliqué pour que l'on puisse l'aborder ici. Pour plus de détails sur ce passionnant sujet voir Maurer (1983 : 113-114, 123, 136-137, 677-679).

24 Comptant une population d'environ 12 000 âmes en 1972, ce village de 464 ha était administré par un corps d'élus fort de 29 personnes. Voir, Maurer (1983 : 110-111, 123, 142).

25 D'ailleurs, aucun des paysans riches possédant plus de 5 ha de *sawah* n'occupait de fonction officielle dans l'administration villageoise en 1973.

26 La taxe de routine que chaque propriétaire de *sawah* devait payer à l'administration villageoise s'élevait à 70 kg de paddy à l'hectare par année. Comme il y avait 1 613 ha de *sawah* privé à Kutagandok, le montant total collecté était de près de 113 tonnes par an qui étaient réparties entre les quelques 57 fonctionnaires villageois y ayant droit. Le chef du village recevait 8 tonnes à lui seul.

constituait pas un avantage supplémentaire suffisamment décisif pour changer quoique ce soit au problème de fond esquissé plus haut.

Il résulte de tout cela que la bureaucratie villageoise joue dans cette région du Pasisir²⁷ un rôle beaucoup moins dominant que dans le Kejawèn. En fait, on a plutôt tendance à trouver dans ses rangs, sauf cas exceptionnel, des paysans sans-terre et des artisans²⁸ – personnages secondaires voire même hommes liges – qui exécutent et obéissent bien plus qu'ils n'ordonnent et décident. À noter qu'il n'y a d'ailleurs pas que des raisons économiques ou sociales à ce phénomène de clivage opposant nos deux grandes entités régionales javanaises, car les éléments explicatifs d'ordre historique et culturel sont au moins aussi déterminants²⁹. Ceci dit, qu'il s'agisse de fonctionnaires villageois avec ou sans apanage ou de fonctionnaires salariés des différents services ministériels, bornons-nous à constater que la fonction publique offrait un débouché plus que limité aux paysans sans-terre de Kutagandok en quête d'emploi. S'il faut en croire les registres officiels du village, seuls 187 chefs de familles pouvaient en effet être classés dans cette catégorie professionnelle fin 1973. Que pouvaient donc bien faire tous les autres?

Ainsi que cela a été indiqué plus haut, ils dépendaient pratiquement tous, à des degrés divers, de la riziculture comme seul moyen de subsistance. La petite et moyenne paysannerie possédant moins d'un hectare de terre se contentait, en règle générale, de travailler directement le *sawah*, sans faire appel à de la main-d'œuvre extra-familiale. En revanche, il était fort rare, pour ne pas dire exclu, de tomber sur un riche propriétaire foncier mettant directement en valeur plus de 5 ha de *sawah*, même en employant une large main-d'œuvre extérieure salariée. Contrairement à ce qui était alors le cas dans les villages micro-parcellaires du Kejawèn, le métayage était donc à Kutagandok – comme dans tout le reste de cette région du Pasisir – un phénomène à la fois répandu et déterminant. Un grand propriétaire foncier possédant plus de 10 ha de *sawah* procurait ainsi du travail à une large clientèle de métayers dont le nombre pouvait aller jusqu'à plusieurs dizaines

27 Le Pasisir, ou “Côte”, “Plage”, est la deuxième des trois grandes principales régions géoculturelles de Java. Couvrant d'ouest en est tout le littoral septentrional de l'île et ouverte de tous temps au commerce interasiatique, elle fut peu touchée par la vague d'indianisation qui se concentra sur le Kejawèn mais fut beaucoup plus profondément islamisée que ce dernier. Pour une définition géographique plus précise du Pasisir, voir Geertz (1963 : 38–46), Kano (1980 : 5–6) et Maurer (1983 : 51–53).

28 Ainsi, pour ne prendre que le cas des six chefs de hameaux du village (*kepala kampung*), quatre d'entre eux étaient des sans-terre et les deux autres possédaient moins de 1 ha de *sawah* en propre.

29 Ils expliquent en particulier en grande partie la corrélation existant entre la profondeur de l'indianisation, le développement précoce de l'infrastructure d'irrigation et l'extension de l'encadrement administratif. Pour plus de détails à ce sujet voir Maurer (1983 : 655–663).

dans certains cas. Par ailleurs, du fait que la taille des parcelles que chacun d'entre-eux exploitait tombait rarement au-dessous de 1 ha par famille et que la règle de partage de la récolte en vigueur dans cette région restait le classique "fifty-fifty"³⁰, on peut considérer que la plupart de ces métayers n'étaient pas loin de faire partie de la paysannerie moyenne, situation parfaitement impensable dans un village rizicole des alentours de Yogyakarta, par exemple.

Malgré cela, il est bien évident qu'il n'y avait pas suffisamment de terres métayables à Kutagandok pour satisfaire la multitude des candidats qui auraient aimé en obtenir une parcelle économiquement viable. L'immense majorité de ces laissés pour compte en était donc réduite à s'employer comme simples ouvriers agricoles. Mais, là aussi, on peut prétendre que leur sort était sensiblement plus enviable que celui de leurs congénères des terroirs surpeuplés et exigus de certaines régions du centre-sud de Java car, le travail ne manquant pas et la demande de main-d'oeuvre demeurant en permanence relativement stable et élevée, les salaires journaliers y étaient de 2 à 3 fois plus avantageux et tournaient déjà aux alentours de 300 Rp fin 1973. De surcroît, on trouvait également, dans ce village somme toute assez éloigné d'un centre urbain important, un grand nombre d'ouvriers spécialisés, d'artisans ou de petits entrepreneurs et surtout, une forte proportion de commerçants petits et grands, insérés à divers échellons de la chaîne des activités mercantiles locales, en amont et en aval de la production rizicole³¹.

Le Tableau 3 donne une idée très précise de la situation de l'emploi dans quatre des six hameaux de Kutagandok qui ont été étudiés en détail. Il montre clairement la nature des corrélations sous-jacentes qui existent, dans chacun d'entre-eux, entre la situation de l'emploi et le profil de répartition de la propriété foncière. Les choses sont en particulier étonnamment claires, pour ne relever que les exemples les plus significatifs, dans le cas de deux hameaux: Kedungmundu, celui où le degré de polarisation sociale par

30 A noter que la règle du "fifty/fifty" qui était alors presque partout en vigueur dans l'Indonésie rizicole, est en grande partie le résultat de la Loi Agraire de 1960 qui allait assez loin dans le détail en ce qui concerne les accords de métayage. Par contre, ces accords faisaient toujours assez rarement l'objet d'un contrat écrit et dûment enregistré comme le prévoyait cette Loi. C'était donc toujours la règle de l'insécurité, de l'arbitraire et des relations semi-féodales entre le patron et sa clientèle qui prévalait. Il était cependant rarissime, vu la pression sociale qui s'exerçait sur lui, qu'un riche propriétaire foncier puisse facilement chasser l'un de ses métayers. Les coûts de productions étaient, en règle générale, entièrement à la charge du métayer (*tani pemaro*) dans la région de Karawang.

31 Fin 1973, il y avait 4 petits magasins de taille moyenne et 56 échoppes à Kutagandok. Beaucoup de paysans s'adonnaient à des activités commerciales dans cette région. Les plus riches étaient souvent de gros courtiers en riz ou en engrais alors que les petits arrondissaient leurs revenus en vendant quelques quintaux ou en faisant dans le commerce de détail des biens de consommation de première nécessité.

Tableau 3	Occupation principale déclarée des chefs de famille (<i>kepala keluarga</i>) dans quatre des six hameaux de Kutagandok étudiés en détail en novembre 1973. (entre parenthèses : pourcentages)				
Hameaux Occupations	Krajan B	Junti	Kedung mundu	Krajan A	Total 4 hameaux
Fonctionnaires et employés (public + privé)	25 (3,6)	22 (3,4)	7 (0,9)	21 (3,8)	75 (2,8)
Paysans-propriétaires-exploitants	181 (25,8)	169 (26,4)	146 (18,4)	240 (43,5)	736 (27,4)
Métayers	136 (19,4)	80 (12,5)	121 (15,3)	74 (13,4)	411 (15,3)
Ouvriers	281 (40,1)	228 (35,7)	455 (57,4)	152 (27,5)	1 116 (41,5)
dont:					
– ouvriers agricoles	198 (28,2)	92 (14,4)	317 (40,0)	107 (19,4)	714 (26,6)
– ouvriers artisans	83 (11,8)	136 (21,3)	138 (17,3)	45 (8,1)	402 (15,0)
Petit commerçants, entrepreneurs privés	51 (7,3)	119 (18,6)	58 (7,3)	54 (9,8)	282 (10,5)
Total chefs de familles actifs	674 (96,0)	618 (96,7)	787 (99,2)	541 (98,0)	2 620 (97,5)
Retraités et sans-emploi	28 (4,0)	21 (3,3)	6 (0,8)	11 (2,0)	66 (2,5)
Total chefs de famille	702 (100,0)	639 (100,0)	793 (100,0)	552 (100,0)	2 686 (100,0)

rapport au facteur terre était le plus accentué et où il y avait la plus forte proportion d'ouvriers et Krajan B, celui où l'on trouvait le plus grand nombre de grands propriétaires fonciers possédant plus de 5 ha et où le pourcentage de métayers était le plus élevé. Par contre, sur un tout autre registre, on peut noter que ceux des chefs de familles interviewés dans les quatre hameaux en question qui déclaraient avoir une activité secondaire régulière constituaient une toute petite minorité ainsi que le révèle sans

ambiguïté le Tableau 4. Cela s'explique simplement du fait que dans cette région du Pasisir, l'agriculture arrivait alors encore, en règle générale, à occuper à plein temps, et surtout à nourrir, l'immense majorité des chefs de familles d'un village, qu'ils aient été paysans propriétaires, métayers ou ouvriers salariés, chose qui était déjà pratiquement exclue dans tout le coeur surpeuplé du Kejawèn. La très faible diversification économique de Kutagandok résultait d'ailleurs principalement de l'étonnante capacité d'absorption de main-d'oeuvre dont faisait preuve le secteur primaire local, toutes les autres activités existantes dans le village y étant de surcroît plus ou moins directement liées. C'était en particulier le cas pour les seules d'entre-elles à jouer un rôle véritablement significatif, les activités commerciales, puisqu'elles portaient quasi essentiellement sur le paddy et tout ce qui touche à sa production, à son conditionnement ou à son transport³². On retombe donc encore et toujours sur le leitmotiv qui sert de titre à ce paragraphe.

Tableau 4		Activité annexe déclarée des chefs de famille actifs par catégorie d'occupation principale dans quatre des six hameaux de Kutagandok étudiés en détail en 1973.					
Type activité annexe	Type occupation principale	F	P	M	O	C	Total occup. princ.
<u>F</u> onctionnaires		56	17	2	0	0	75
<u>P</u> aysans		4	577	2	24	129	736
<u>M</u> étayers		0	0	385	11	15	411
<u>O</u> uvriers		0	0	0	1 104	12	1 116
<u>C</u> ommerçants		0	0	1	0	281	282
Total activités annexes		4	17	5	35	156	2 620 217

32 Ce n'est pas pour rien que l'on comptait 158 cyclo-pousses (*becak*) dans le village.

Production agricole : le règne absolu du paddy

Nous n'avons jamais rencontré, au cours de nos nombreuses pérégrinations rurales javanaises, de monoculteurs rizicoles plus acharnés et exclusifs que les paysans de Kutagandok. Mises à part leurs diguettes, le long desquelles s'alignent parfois les hautes silhouettes dégingandées des tiges de manioc, les *sawah* ne voient en effet jamais rien d'autres que la couleur changeante du paddy dans cette région bien irriguée du Pasisir. Malgré l'excellence du contrôle hydraulique, on les laissait alors toutefois se reposer plusieurs semaines d'affilée entre chacune des deux cultures rizicoles annuelles. Chacun respectait scrupuleusement ce rythme minimum dans le village, mais personne ne s'aventurait plus à le dépasser après le fâcheux effet que l'adoption momentanée par certains d'une cadence plus élevée avait eu sur les rendements entre 1969 et 1971³³. En conséquence, le taux moyen d'intensité de culture oscillait depuis lors de manière très stable autour de 200 % chaque année. Or, labourer, ensemercer, soigner et récolter quelques 3 250 ha de paddy en l'espace de 12 mois n'était pas une mince affaire. Il se posait, en particulier, un certain nombre de problèmes délicats au niveau de la force de travail disponible.

C'est ainsi que tout le village souffrait en premier lieu d'une pénurie assez marquée dans ce domaine au moment des labours, vu qu'il ne disposait en 1972 que de 54 vaches et 72 buffles, cheptel dérisoire s'il en est³⁴. Cette faiblesse de la force animale de traction était d'ailleurs commune à la plupart des villages de la plaine de Jakarta et expliquait la présence relativement fréquente dans le paysage de petits motoculteurs à deux roues, objet-symbole de la modernisation agricole qui aurait semblé totalement incongru dans les rizières des environs de Yogyakarta, mais qui devint vite familier dans un tel contexte. En fait, il ne restait plus, à l'époque où nous avons résidé à Kutagandok, que deux engins de ce type dans tout le village, alors qu'il y en avait eu jusqu'à une bonne douzaine trois ou quatre ans auparavant. Il semble en effet que certains parmi les paysans les plus riches du village aient considéré, au moment où beaucoup pensaient que cette pénurie de force de traction bovine constituait le seul et unique obstacle sérieux à une possible troisième culture annuelle de riz, que l'achat d'un de ces motocul-

33 Ceux qui ont essayé de passer de 2 à 3 récoltes annuelles ont, en effet, vu leurs rendements moyens tomber dans certains cas de 5 t à 3 t/ha. Ils investissaient donc beaucoup plus en capital et en travail dans leur rizière et en tiraient en fin de compte bien moins.

34 Cela faisait, en effet, 1 bovin pour 13 ha de *sawah* et 0,15 tête de bétail par famille propriétaire. En revanche la volaille jouait un rôle économique très important dans ce village puisqu'il y avait à la même date 6100 poules (*ayam*) et 3 156 canards (*itik*), soit en moyenne, approximativement, deux poules et un canard par famille.

teurs japonais, disponibles depuis peu sur le marché national, était non seulement le meilleur moyen de gagner du temps sur le calendrier agricole, mais également de réaliser, à travers la location à des tiers, de substantiels bénéfices une fois l'investissement amorti³⁵. Après l'abandon rapide de cette pratique hyper-intensive et le retour à un rythme annuel moins effréné, laissant un temps de jachère raisonnable entre la moisson de la première culture et le repiquage de la seconde, l'utilité et surtout la rentabilité de ces motoculteurs devenaient nettement moins évidentes. La plupart de ceux qui en avaient acquis un décidèrent donc de s'en séparer et le firent avec d'autant moins de remords qu'ils avaient tous apparemment été confrontés à d'insolubles problèmes d'entretien et de pièces de rechanges pendant tout le temps où ils en avaient été propriétaires.

Le second épisode délicat dans le cycle des travaux agricoles du village survenait au moment de chaque récolte, car les habitants de Kutagandok, ne pouvant humainement pas en venir à bout seuls dans les délais requis, étaient bien obligés d'avoir recours à une forte main-d'oeuvre extérieure. Cette dernière, essentiellement féminine, était avant tout originaire d'Indramayu, zone sèche et surpeuplée d'une grande pauvreté, située à l'extrémité orientale de la plaine de Jakarta, une sorte d'anti-Karawang. Tout ceci avait bien évidemment une incidence importante sur le niveau des salaires et, bien qu'elle ait été en légère diminution depuis l'introduction des nouvelles variétés de riz dans le village, la part de la récolte attribuée comme mode de rémunération aux travailleurs participant à la moisson (*bawon*) variait encore entre 1/5^e et 1/7^e en 1973, pourcentage nettement plus élevé que dans la plupart des autres régions de l'île³⁶. Rappelons à ce propos que les rendements se situaient quant à eux en moyenne aux alentours de 5 tonnes de paddy à l'hectare par récolte fin 1973, ce qui permettait à Kutagandok de dégager chaque année un surplus alimentaire brut commercialisable variant entre 6 et 7 000 tonnes de riz décortiqué, quantité énorme presque inimaginable dans n'importe quel village du Kejawèn. Ces quelques réflexions nous amènent tout naturellement à nous pencher plus en détail sur les problèmes de modernisation agricole et sur le programme *BIMAS* dont l'application comme le développement étaient alors particulièrement intéressants dans cette région du Pasisir.

Comme nous l'avons vu plus haut, la grande plaine de Jakarta constitue la plus importante des principales zones rizicoles de Java à avoir été incluses

35 Un motoculteur ne coûtait que 125 000 Rp en 1969 et se louait alors environ 4000 Rp à l'hectare, essence comprise.

36 Où il variait entre 1/10^e et 1/15^e. Cependant il semblait que les propriétaires de Kutagandok démontraient une certaine tendance à ajuster le *bawon* vers le bas depuis l'introduction des nouvelles variétés de riz et l'augmentation substantielle de la productivité à l'hectare. Disons que fin 1973, la norme se rapprochait plus de 1/7^e que du 1/15^e traditionnel.

dans le fameux contrat signé en 1968 entre le gouvernement indonésien et le géant suisse de l'agro-chimie Ciba-Geigy³⁷. En simplifiant, on peut dire qu'il s'agissait pour la multinationale bâloise de prendre intégralement en charge la conception, l'application, la supervision et la gestion du programme d'intensification de la production rizicole qui permettrait, espérait-on alors, d'atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici à 1974, dernière année du premier plan quinquennal de développement dont c'était l'objectif prioritaire. Partie sur les chapeaux de roues, dans l'enthousiasme général, dès la saison des pluies 1968/69, ce qui est aujourd'hui connu dans l'histoire à épisodes de la politique de modernisation agricole adoptée par l'Ordre Nouveau comme la phase "Entraide Mutuelle"³⁸ du programme *BIMAS* allait s'achever, moins de deux ans après, dans les conflits, les scandales et la plus totale des confusions au cours de la saison sèche 1970 et être péniblement remplacée par une toute nouvelle formule dite "Perfectionnée"³⁹, dans laquelle les multinationales étrangères ne jouaient plus aucun rôle direct⁴⁰. L'évolution de la situation est particulièrement transparent au niveau d'un village comme Kutagandok puisque la part couverte par le programme *BIMAS* dans la surface totale de paddy récoltée chaque année tombe de près de 86 % en 1970 à moins de 35 % en 1971.

Les diverses raisons expliquant ce fiasco ayant été clairement inventoriées et analysées par plusieurs auteurs anglo-saxons⁴¹, il n'y a pas lieu d'y revenir dans le cadre de cet article. Toutefois, il serait impardonnable, pour un chercheur suisse, de ne pas mentionner le souvenir impérissable que nos compatriotes ont laissé dans la mémoire des paysans de Kutagandok, village touché de plein fouet par la campagne aérienne d'épandage de pesticides effectuée par Ciba-Geigy. Laissons parler *Haji Solim*, homme vif-argent et plein d'humour, particulièrement intarissable sur ce sujet en or: "Ah! ça oui,

37 C'est en 1967 que Ciba s'est lancé dans ce type d'opération en Indonésie en prenant en charge un projet limité de 30 000 ha situé dans la magnifique région rizicole d'Enrekang à Célèbes Sud (Sulawesi Selatan). Devant les résultats prometteurs atteints, il fut décidé de passer la surmultipliée l'année suivante en signant avec le gouvernement indonésien un contrat portant sur la réalisation d'une opération dix fois plus importante de 300 000 ha à Java. Pour plus de détails sur le contenu et les résultats du projet initial de Sulawesi voir *NZ Panorama*, N° 402 du 24 décembre 1976.

38 Pour plus de détails sur la phase dite *Gotong Royong* du programme *BIMAS*, se reporter aux quatre auteurs cités à la note 1.

39 *Ibid* pour obtenir de plus amples informations sur la formule dite *Yang Disempurnakan* du même programme *BIMAS*.

40 Outre Ciba-Geigy, qui avait été la première multinationale agro-chimique à "soulever" l'affaire, on retrouvait également Hoechst et AHT (RFA), Mitsubishi (Japon) et COOPA (Italie) dans cette formule *Gotong Royong* du *BIMAS*. Les contrats additionnés de ces différentes compagnies couvraient une superficie de plus de 1 million d'hectares de *sawah* lors de la saison des pluies 1969-70, la presque totalité de Java.

41 En particulier Franke (1972 : 29-47) et Hansen (1972).

pour être bien, c'était bien, à l'époque où les Suisses se promenaient au-dessus de nos têtes dans leurs avions. Tous les oiseaux qui dévastaient d'ordinaire nos *sawah* furent rapidement mis hors d'état de nuire et nous en fûmes contents. On s'aperçut seulement plus tard que le fait qu'ils vivent ou pas n'avait plus beaucoup d'importance vu que le paddy dont ils aimaient se régaler était également mort dans l'aventure". Et *Pak Urwita*, son voisin, moins ironique, mais plus précis, de confirmer ses dires en énumérant le plus prosaïquement du monde de simples faits: "Le paddy a effectivement noirci sur pied dans de nombreux *sawah* du village après le passage répété des avions. Mais en plus, les arbres fruitiers de certains *pekarangan* n'ont pas produit cette année-là. Des dizaines de poules et de canards sont devenus aveugles, les poissons sont morts par centaines dans les canaux et certains buffles sont bizarrement tombés malades pendant plusieurs jours d'affilée. A vrai dire, on se demande encore aujourd'hui si tout cela n'a pas eu une quelconque incidence sur notre propre santé. Enfin, il ne faut peut être pas exagérer, car tout compte fait, la campagne d'épandage n'a coûté aucune vie humaine de notre côté villageois arrosés. Il n'en va malheureusement pas de même du côté des techniciens arroseurs, puisque l'un des pilotes s'est écrasé dans les rizières aux commandes de son appareil. Cela fait pitié, le pauvre!". Après avoir pris connaissance de cette tragique nouvelle et – pardonnez-nous d'avance ce jeu de mot quelque peu cynique – de toutes les autres retombées résultant de l'intervention de Ciba-Geigy sur le front rizicole régional, nous ne nous sommes plus jamais étonné devant l'étrange sourire qui semblait naître sur le visage de chaque villageois de Kutagandok quand il apprenait notre nationalité. Nous comprîmes aussi enfin pourquoi le fait qu'un occidental soit suisse apparaissait ici comme la plus normale des évidences et ne soulevait aucunement les myriades de questions curieuses dont nous avions pris l'habitude d'être harcelé partout ailleurs. Ce fut là, en quelque sorte, l'apprentissage inattendu, peu banal et amusant, d'une certaine difficulté d'être helvète dans un village du Pasisir javanais.

Après ce véritable désastre et la grave crise de confiance qu'il a entraîné au sein de la paysannerie de Kutagandok, le programme *BIMAS* s'effondra pour atteindre son niveau le plus bas en 1972, quand il ne couvrait plus que 28 % de la superficie totale de paddy récoltée. On assiste alors subitement à un retournement complet de cette tendance, puisque le chiffre traduisant le rapport susmentionné fait plus que doubler pour dépasser les 61 % en 1973. Cet engouement retrouvé pour le programme d'intensification de la production rizicole semblait d'ailleurs se confirmer de manière massive au moment où nous résidions à Kutagandok, plus de 93 % de la superficie de *sawah* disponible dans le village y étant inclus lors de la campagne de crédit de la saison des pluies 1973/74. La boucle était donc bouclée puisque l'on dépassait même le niveau record de 1970. Sans trop entrer dans le détail des raisons qui permettent d'expliquer ce phénomène singulier, indiquons sim-

plement que la plus grande souplesse et surtout le caractère nettement moins coercitif, vertical et technocratique de la nouvelle formule du *BIMAS* Perfectionné ont sans nul doute progressivement eu raison des réticences nourries par tous ceux qui avaient pâti de la précédente.

A travers ces hauts et ces bas, le programme *BIMAS* présente à Kutagandok la même caractéristique constante d'une campagne de crédit à l'autre: celle de ne concerner quasi exclusivement que la paysannerie la plus aisée. C'est ainsi que depuis 1970, la superficie de *sawah* moyenne par emprunteur n'a jamais été inférieure à 2 ha, variant entre un minimum de 2,3 ha lors de la campagne de crédit de la saison des pluies 1972/73 et un maximum de 4 ha à l'occasion de la même campagne l'année suivante. Tout ceci se reflète, bien évidemment, au niveau du nombre des participants qui, de 224 lors de la saison des pluies 1970/71 dégringole à 83 lors de la saison sèche 1972 et remonte en flèche pour atteindre un record de 382 lors de la saison des pluies 1973/74, ces trois chiffres représentant respectivement 27,4 %, 10,1 % et 46,7 % des propriétaires de *sawah* du village. On réalise d'ailleurs, un peu plus clairement, combien étroite est la correspondance qui existe entre le niveau de participation record susmentionné et les structures de la propriété foncière quand on se souvient que seules 368 familles possédaient alors plus de 1 ha de *sawah* à Kutagandok. Il est toutefois nécessaire de pousser l'analyse un peu plus loin pour être à même d'appréhender toute l'étendue du phénomène. Concentrons-nous précisément sur la campagne de crédit de la saison des pluies 1973/74 pour laquelle nous disposons de données chiffrées beaucoup plus détaillées. On s'aperçoit tout d'abord que ce sont Krajan A et B, les deux hameaux où sont concentrés les grands propriétaires fonciers du village, qui fournissent, avec respectivement 117 et 111 participants, le gros du contingent des 382 emprunteurs et que ces deux chiffres correspondent de très près au nombre des familles possédant plus de 1 ha de *sawah* qui s'élevait à 113 dans le premier et 121 dans le second. Etant donné les structures foncières assez particulières qui caractérisaient Kutagandok, il faut cependant bien avouer que le fait d'articuler tout le raisonnement autour du seuil charnière de 1 ha ne permet pas une grande finesse d'analyse.

Le Tableau 5, qui porte uniquement sur les 4 hameaux étudiés en détail et reprend les catégories foncières utilisées dans le Tableau 2, est tout de même plus parlant. Il comprend toutefois aussi un certain nombre d'informations qui ne peuvent pas manquer de surprendre l'observateur attentif. En effet, si l'on enregistre sans réel étonnement que la paysannerie sub-marginale et marginale (- 0,5 ha) a joué un rôle quasi insignifiant dans le programme, alors que moins d'un quart de la paysannerie moyenne (0,5 à 1 ha) mais plus des deux-tiers de la paysannerie aisée (1,0 à 3,0 ha) y ont été inclus, on reste par contre quelque peu éberlué en découvrant qu'il y aurait eu plus de participants que de propriétaires dans 3 des 4 catégories foncières les plus élevées. Dans ce domaine, la palme va sans aucun conteste à la catégorie

regroupant les familles possédant entre 5 et 10 ha de *sawah* puisque la différence entre les deux chiffres est presque du simple au double. Sur le moment, nous pensâmes bien évidemment tout d'abord à des erreurs de calcul de la part des fonctionnaires de la banque qui étaient chargés de la distribution du crédit. Cependant après avoir vérifié plusieurs fois le registre des prêts, force fut de reconnaître que le problème n'était pas aussi simple et que l'on semblait avoir mis la main sur la preuve tangible de certaines malversations sapant l'efficacité du programme *BIMAS*. Selon beaucoup, elles auraient alors été assez répandues partout où il était appliqué dans le pays, mais nous n'en avons jamais eu un écho aussi fort et persistant que depuis le début de notre enquête à Kutagandok.

<i>Tableau 5</i>		Distribution des participants au programme <i>BIMAS</i> par catégories de propriété de <i>sawah</i> pendant la campagne de crédit 1973/74 dans les quatres hameaux de Kutagandok étudiés en détail.			
Participants Propriétaires (N et %)		Participants au programme <i>BIMAS</i>		Propriétaires fonciers <i>sawah</i>	
Catégories foncières (ha)		N	%	N	%
– de 0,25	2	0,6	101	15,4	2,0
0,25 à 0,50	5	1,6	112	17,0	4,5
0,50 à 1,00	25	7,8	129	19,6	19,4
1,00 à 3,00	142	44,4	203	30,8	69,9
3,00 à 5,00	57	17,8	52	7,9	109,6
5,00 à 10,00	61	19,1	34	5,2	179,4
10,00 à 20,00	25	7,8	23	3,5	108,7
+ de 20,00	3	0,9	4	0,6	75,0
Total	320	100,0	658	100,0	48,6

Ce genre de pratique consistait simplement de la part de chaque emprunteur-fraudeur à faire enregistrer – moyennant le versement d'un bakchich adéquat au fonctionnaire de la banque qui voulait s'y prêter – une surface de *sawah* plus étendue que celle dont il était réellement propriétaire. La quantité d'engrais et le volume d'argent qu'il recevait, grâce à ce tour de passe-passe, étaient donc bien supérieurs à ce dont il avait besoin pour intensifier sa production rizicole, même s'il respectait à la lettre les recom-

mandations techniques du gouvernement en la matière⁴². Il lui suffisait ensuite de revendre sur un marché libre où il y avait pénurie les engrais chimiques correspondant à la surface fictive déclarée pour réaliser un substantiel bénéfice puisqu'il les avait achetés à crédit au prix fortement subventionné de 40 Rp/kg et que les entrepreneurs-maraîchers de Karawang étaient prêts à lui en donner jusqu'à 90 Rp/kg⁴³. Certains empochaient donc ainsi d'assez grosses sommes qui, ajoutées à l'argent perçu en trop au titre du "coût de la vie"⁴⁴, étaient réinvesties, soit à court terme dans le commerce du paddy, soit à plus long terme, après quelques fructueuses campagnes de crédit de ce type, dans l'achat et l'installation d'une petite usine privée de décorticage de riz⁴⁵. A noter que ces manipulations semblaient se faire au vu et au su de tous dans le village, car les emprunteurs-fraudeurs n'en faisaient guère mystère et les fonctionnaires corrompus de la banque ne se sont jamais senti obligés de faire preuve de beaucoup d'imagination pour tenter de les camoufler de manière tant soit peu élaborée⁴⁶, ce qui en dit long sur leur totale tranquillité d'esprit et leur conviction de ne jamais être inquiétés sérieusement⁴⁷.

A Kutagandok, on peut donc dire que le programme d'intensification de la production rizicole profitait alors doublement à la paysannerie riche puisque, si comme partout ailleurs et pour des raisons similaires, c'est surtout elle qui y participait massivement, elle saisissait de surcroît à bras le corps l'occasion en or qui lui était offerte par ce biais de commercer, spéculer et investir pour s'enrichir encore plus. Suivant deux années de désaffection marquée des

42 Ce qui était rarement le cas, car nombreux parmi les emprunteurs étaient ceux qui vendaient également une partie des engrais chimiques qu'ils étaient censés utiliser sur leur "surface réelle".

43 C'était principalement des marchands chinois, grands spécialistes de ce type de cultures non-incluses dans le programme *BIMAS* et très gourmandes en engrais chimiques.

44 Le "Cost of Living" était une somme d'argent allouée en espèce à chaque emprunteur du programme *BIMAS* pour lui permettre de tenir lors de la soudure. En 1972/73, il s'élevait à 4000 Rp par hectare à Kutagandok.

45 En 1973, on comptait déjà 16 de ces petites entreprises à Kutagandok, à côte de la seule et unique grande rizerie du village. Il fallait disposer au minimum d'un capital de 1 à 2 millions de *rupiah* pour pouvoir espérer acquérir l'équipement minimum d'une telle petite usine de décorticage-polissage.

46 Car il suffit de comparer le nombre des emprunteurs et la surface qu'ils ont déclaré aux données du cadastre villageois pour s'apercevoir de la supercherie. Néanmoins, il faut bien admettre que le chef du bureau de la *Bank Rakjat Indonesia* de Rengasdengklok était plus que réticent à nous laisser consulter les registres de prêts et qu'il nous a fallu faire preuve de beaucoup de patience et de tact pour l'amener à revenir sur son refus initial.

47 Il ne faut pas perdre de vue que tous ces petits "mic-mac" locaux étaient de la broutille insignifiante par rapport aux énormes malversations dont se rendaient alors coupables ceux qui étaient responsables de l'écoulement des engrais ou de la constitution des stocks de riz aux plus hauts niveaux.

paysans du village à l'égard du *BIMAS*, le succès rapide et massif de sa nouvelle formule améliorée se doit d'être analysé à la lumière de l'attrait non officiel singulier qu'il exerçait sur nombre d'entre-eux.

Conclusion : les leçons d'une trop brève analyse

Il eut bien sûr été souhaitable que l'analyse des effets socio-économiques de la modernisation agricole d'un village comme Kutagandok puisse être plus détaillée. Nous aurions par exemple pu approfondir un peu les choses en entrant dans l'économie des ménages par la présentation d'un échantillon de villageois représentatif des catégories sociales existantes, du *landlord* au *landless*. Tout en haut de l'échelle, le lecteur aurait ainsi pu faire connaissance avec *Haji Darwi*, musulman rigoureux et homme d'affaires redoutable, qui possède près de 100 ha de *sawah* et les exploite en véritable entrepreneur rizicole. Tout en bas, il aurait pu découvrir la situation très critique de *Pak Akom*, ouvrier agricole sans-terre et conducteur occasionnel de cyclo-pousse (*becak*), qui a perdu toutes ses maigres économies dans un petit élevage de canards ayant fait faillite. Mais l'espace réduit qui nous est imparti ne permet pas de prolonger ces présentations⁴⁸.

En mettant clairement en évidence la corrélation étroite existant en particulier entre l'accès à la propriété foncière et l'accès au crédit agricole, la trop brève analyse qui précède confirme toutefois selon nous assez largement l'hypothèse formulée dans les premières pages de cet article. D'un côté, la modernisation agricole véhiculée par le programme *BIMAS* semble bien avoir entraîné le déclenchement d'un certain processus de développement global à Kutagandok. Il se manifeste essentiellement par une forte hausse de la production agricole et un timide début de diversification de l'économie villageoise, mais aussi par une amélioration du revenu des riziculteurs, du salaire des ouvriers journaliers, de la consommation des denrées alimentaires de base, de la couverture des besoins essentiels et du bien-être de la population. De l'autre côté, cette même modernisation agricole a indéniablement entraîné une aggravation de la différenciation sociale au sein de la communauté villageoise, puisqu'elle profite en premier lieu et surtout aux paysans les plus riches. Cela se traduit par une concentration – difficilement perceptible mais croissante – de la propriété foncière dans les mains de quelques grands entrepreneurs rizicoles, une augmentation constante du nombre des familles sans-terres, un renforcement de l'endettement des plus

48 Le lecteur qui tient à faire plus ample connaissance avec ces personnages peut se reporter à Maurer (1983 : 445–459).

pauvres et une accélération de l'exode rural vers la capitale toute proche. Bref, au bout du compte, il est possible que beaucoup parmi les pauvres restés dans le village soient sensiblement moins pauvres qu'avant, mais il est certain que la plupart des riches sont infiniment plus riches, et que le fossé les séparant s'est encore creusé.

Certes, les conditions naturelles et les structures agraires très particulières de Kutagandok ne font qu'accentuer ce processus socio-économique à double tranchant. Cependant, si l'intensité du phénomène variait effectivement assez fortement d'une région à l'autre, la tendance enregistrée était en revanche partout la même dans les dix villages de Java que nous étudiâmes de la sorte entre 1972 et 1974⁴⁹. Elle ne s'est pas inversée depuis. En 1984, la politique de modernisation agricole indonésienne se solde par un remarquable succès économique assurant pratiquement au pays l'autosuffisance rizicole derrière laquelle il courrait depuis 15 ans⁵⁰, mais les inégalités sociales y sont peut-être plus criantes que jamais.

Résumé

Modernisation agricole et changement socio-économique à Java Kutagandok, un village de la grande plaine rizicole de Karawang

Cet article analyse certains aspects du changement socio-économique qui résulte de la politique de modernisation agricole poursuivie par le gouvernement indonésien depuis la fin des années soixante. L'étude détaillée du cas d'un village de la grande plaine rizicole de Java Ouest lui sert de support concret. Il montre que l'introduction de toute innovation technologique dans l'agriculture, si elle peut à terme déclencher une certaine dynamique de développement économique en milieu rural, contribue toujours dans un premier temps à renforcer la différenciation sociale au sein des communautés villageoises.

49 Dont 4 dans la région de Yogyakarta (*kab.* Bantul), 2 à Java Central (*kab.* Klaten et *kab.* Pekalongan), 2 à Java Ouest (*kab.* Bogor et *kab.* Karawang) et 2 à Java Est (*kab.* Malang et *kab.* Lumajang).

50 En 1983, la production rizicole indonésienne a été estimée par les autorités compétentes à environ 23 millions de tonnes, soit à peu près le double de celle de 1968. C'est évidemment là un résultat très impressionnant dont on ne peut sous-estimer l'importance. Pour plus de détails sur la progression de la production rizicole indonésienne on consultera en priorité Mears (1981 : 488). Le chiffre de la production 1983 est fourni par Phyllis Rosendale, "Survey of recent developments", *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Vol. XX, N°1, April 1984, pp. 3-4.

Bibliographie

Astika, Ketut Sudhana

- 1978 Social and economic effects of the new rice technology : the case of Abiansemal, Bali. *Prisma* (Jakarta) 10 : 47–56.

Birowo, Achmad

- 1975 Bimas : a package program for intensification of foodcrop production in Indonesia. New-York : The Asia Society.
- 1975 The problem of technology and employment in agriculture. *Prisma* (Jakarta) 2 : 36–43.

Booth, Anne et Mc Cawley, Peter (Ed.)

- 1981 The Indonesian economy during the Soeharto era. Kuala Lumpur : Oxford University Press.

Cleaver, Harry

- 1972 The contradictions of the green revolution. *Monthly Review* (New-York) 2 : 80–111.

Collier, William et al.

- 1973 Recent changes in rice harvesting methods. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (Canberra) 2 : 36–45.
- 1974 Choice of techniques in rice milling on Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (Canberra) 1 : 106–120.
- 1975 Tebasan system, high yielding varieties and rural change : an example in Java. *Prisma* (Jakarta) 1 : 17–31.

Collier, William

- 1976 Agricultural evolution in Java. Bogor, Unpublished Mimeographed Document.

Collier, William

- 1978 Food problems, unemployment and the Green Revolution in rural Java. *Prisma* (Jakarta) 9 : 38–52.

Collier, William et al.

- 1982 Acceleration of rural development in Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (Canberra) 3 : 84–101.

Couteau, Jean

- 1975 Production et commercialisation du riz dans la région de Kra-wang-Bekasi. *Archipel* (Paris) 9 : 171–198.

Daroestan, Ruth

- 1972 An economic survey of West Java. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (Canberra) 2 : 29–54.

Deuster, Paul

- 1982 The Green Revolution in a village of West Sumatra. *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (Canberra) 1 : 86–95.

- Edmundson, Wade
 1972 Land, food and work in three Javanese villages. Honolulu : University of Hawaii, Unpublished Ph. D Thesis.
- Franke, Richard
 1972 The Green Revolution in a Javanese village. Cambridge : Harvard University, Unpublished Ph. D Thesis.
 – 1974 Miracle seeds and shattered dreams in Java. Challenge (New-York), 4 : 41–47.
 – 1974 Solution to the asian food crisis : green revolution or social revolution ? Bulletin of Concerned Asian Scholars (San Francisco) 4 : 2–16.
- Geertz, Clifford
 1966 Agricultural involution. The processes of ecological change in Indonesia. Los Angeles : University of California Press.
- Gerster, Georg
 1970 Swiss technology–Indonesian rice. Swiss Review of World Affairs (Zurich) 10 : 19–24.
- Guermonprez, Jean-François
 1978 La société paysanne javanaise et les études rurales : tendances récentes et courant dominant. Bulletin du CeDRASEMI (Paris) 1–2 : 135–153.
- Hansen, Gary
 1971 Episodes in rural modernization : problems in the Bimas program. Indonesia (Ithaca) 11 : 63–81.
 – 1971 Rural administration and agricultural development in Indonesia. Pacific Affairs (Vancouver) 3 : 390–400.
 – 1972 Indonesia's green revolution : the abandonment of a non-market strategy towards change. New-York: The Asia Society.
 – 1973 The politics and administration of rural development in Indonesia. Berkeley : University of California, Center for South and Southeast Asia Studies.
- Hansen, Gary (Ed.)
 1981 Agricultural and rural development in Indonesia. Boulder : Westview Press.
- Huizer, Gerrit
 1972 Peasant mobilization and land reform in Indonesia. The Hague, Institute of Social Studies.
- Husken, Frans
 1979 Landlords, sharecroppers and agricultural labourers : changing labour relations in rural Java. Journal of Contemporary Asia (Stockholm) 2 : 140–151.

- Kano, Hiroyoshi
1980 The economic history of javanese rural society : a reinterpretation. *The Developing Economies* (Tokyo) 1 : 3–22.
- Kontjaraningrat (Ed.)
1967 *Villages in Indonesia*. Ithaca : Cornell University Press.
- Koninck, Rodolphe de
1980 La “Révolution Verte” et les riziculteurs des plaines de Kedah et d’Aceh. *Archipel* (Paris) 19 : 3–15.
- Lyon, Margo
1970 *Bases of conflict in rural Java*. Berkeley : University of California, Center for South and Southeast Asia Studies.
- Martin-Schiller, Barbara
1980 The “Green Revolution” in Java : ecological, socioeconomic and historical perspectives. *Prisma* (Jakarta) 18 : 71–93.
- Maurer, Jean-Luc
1977 L’introduction de nouveaux facteurs techniques de production en milieu rural : cas choisis dans l’histoire de l’économie agricole ancienne et contemporaine de l’Asie du Sud-Est. *Cahiers de l’IUED* (Genève) 5 : 77–118.
– 1983 Modernisation agricole, développement économique et changement social. Etude comparative de huit communautés villageoises de Java (Indonésie). Genève, IUHEI, Thèse de Doctorat non publiée.
- Mears, Leon
1981 *The new rice economy of Indonesia*. Yogyakarta : Gadjah Mada University Press.
- Mubyarto
1968 Rice price and production policies in Indonesia. *The Malayan Economic Review* (Kuala Lumpur) 2 : 103–114.
– 1979 Indonesia’s economic prospects for PELITA III. *Prisma* (Jakarta) 14 : 3–13.
- Murai, Yoshinori
1980 The Bimas program and agricultural labor in Indonesia. *The Developing Economies* (Tokyo) 1 : 23–44.
- Palmer, Ingrid
1977 *The new rice in Indonesia*. Geneva : UNRISD.
– 1978 *The indonesian economy since 1965*. London : Frank Cass.
- Papanek, Gustav (Ed.)
1980 *The indonesian economy*. New-York : Praeger.

- Penny, David and Singarimbun, Masri
 1973 Population and poverty in rural Java : some economic arithmetic from Sriharjo. Ithaca : Cornell University, Department of Agricultural Economics.
- Rieffel, Alexis
 1969 The Bimas program for self-sufficiency in rice production. Indonesia (Ithaca) 8 : 103–133.
- Sajogyo
 1972 Modernization without development in rural Java. Bogor : Institut Pertanian Bogor, Unpublished Mimeographed Document.
- Utrecht, Ernst
 1969 Land Reform. Bulletin of Indonesian Economic Studies (Canberra) 3 : 71–88.
 – 1973 Land Reform and Bimas in Indonesia. Journal of Contemporary Asia (Stockholm) 3 : 149–164.
- White, Benjamin
 1976 Population, involution and employment in rural Java. Development and Change (The Hague) 7 : 267–290.
 – 1979 Political aspects of poverty, income distribution and their measurement : some examples from rural Java. Development and Change (The Hague) 10 : 91–114.
 – 1983 “Agricultural involution” and its critics : twenty years after. Bulletin of Concerned Asian Asian Scholars (San Francisco) 2 : 18–31.